

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 5 (1988)

Artikel: Genèse et débuts du Parti socialiste jurassien (1864-1922)
Autor: Kohler, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520201>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

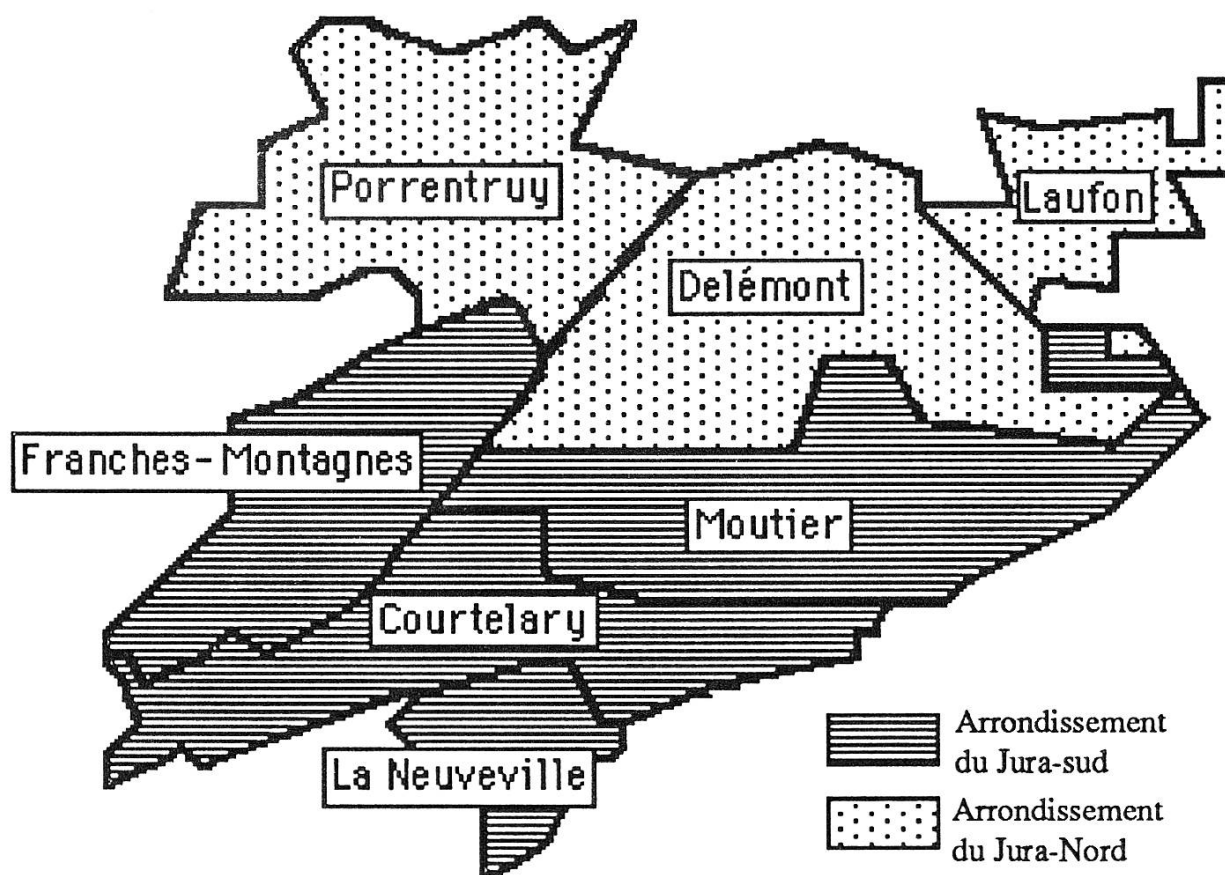
Genèse et débuts du Parti socialiste jurassien(1864-1922)

par François KOHLER

Depuis 1919 jusqu'en 1975, le Parti socialiste jurassien (PSJ) a rassemblé les membres du PSS des sept districts du Jura bernois ainsi que les Romands de Bienne. Contrairement aux autres partis socialistes romands, le PSJ n'a jamais constitué une section cantonale du PSS. Statutairement, il n'était qu'une des fédérations régionales du Parti socialiste bernois (PSB). Dans la mesure où il était le porte-parole de la minorité francophone, sa situation au sein du PSB était particulière. Trop souvent considéré seulement comme l'appendice jurassien de la social-démocratie bernoise, le PSJ n'en constituait pas moins l'une des variétés du socialisme romand.

Formellement, le PSJ a été constitué le 7 septembre 1919. En fait, cette date est celle de la fusion des fédérations socialistes du Jura-Sud et du Jura-Nord, formées par une quinzaine de sections fondées entre novembre 1911 et mars 1912. Cette soudaine floraison de sections socialistes dans les vallées de la Suze et de la Birse se produisait sur une terre labourée par le mouvement ouvrier et ensemencée par les idées socialistes depuis près d'un demi-siècle.

Avant de retracer la genèse du parti socialiste dans le Jura bernois, depuis les premières organisations ouvrières au temps de l'Association internationale des travailleurs jusqu'à la fondation du PSJ au lendemain de la Première Guerre mondiale, il convient de rappeler le contexte politique et économique régional de la seconde moitié du XIXe siècle. Dans la dernière partie, on esquissera le portrait sociologique et idéologique du socialisme jurassien à ses débuts.¹



Districts jurassiens et arrondissements électoraux fédéraux entre 1890 et 1919.

Le Jura bernois et la révolution industrielle²

Le champ d'action du PSJ coïncide avec le territoire de l'ancien Evêché de Bâle «réuni» au canton de Berne en 1815, c'est-à-dire les sept districts reconnus par la constitution bernoise dès 1846 : La Neuveville, Courtelary, Moutier, Les Franches-Montagnes, Delémont, Porrentruy et Laufon. La population – près de 90'000 habitants en 1860, 116'000 en 1920 – est francophone (75 à 90 %), sauf dans le Laufonnais qui est alémanique. Sur le plan religieux, les trois premiers districts constituent le Jura protestant et les quatre autres le Jura catholique. Depuis 1846, les radicaux dominent la scène politique : ils monopolisent la représentation du Jura au Conseil national et au gouvernement cantonal, ils sont majoritaires à la députation au Grand Conseil bernois. L'antagonisme entre radicaux et conservateurs, exacerbé dans le Jura catholique par la question des rapports entre l'Eglise et l'Etat, atteint son paroxysme avec le Kulturkampf (1870-1878).

Dans une certaine mesure, le bipartisme politique correspondait au caractère mi-rural, mi-industriel du Jura bernois vers 1860. Dans les districts de Delémont,

Porrentruy, Moutier et Laufon, le secteur primaire était encore légèrement majoritaire. Mais déjà plus de 10'000 personnes étaient occupées dans l'horlogerie; le district de Courtelary, à lui seul, comptait près de 6'000 horlogers et les Franches-Montagnes 1800. La fabrication de la montre, divisée en une centaine de parties, était répartie entre de nombreux petits ateliers et travailleurs à domicile dépendant d'établisseurs, qui achetaient les ébauches et les fournitures, puis les faisaient assembler. La dispersion des travailleurs empêchait la solidarité de classe. La révolution industrielle, qui bouleversa le mode de production de la montre et rassembla les ouvriers dans les fabriques, rendit possible l'émergence du mouvement ouvrier.

Un demi-siècle après les industries textiles de la Suisse orientale, l'horlogerie a opéré, elle aussi, sa révolution industrielle, sous la contrainte de la concurrence américaine. L'exposition de Philadelphie en 1876 avait révélé son avance technologique. En un quart de siècle, le machinisme et la production centralisée s'imposèrent à l'ancien mode de fabrication manuel et dispersé. Dans le sillage des fabriques de montres se développa, à Moutier dès 1880, l'industrie des tours automatiques. La construction du réseau jurassien des chemins de fers entre 1872 et 1877 contribua à la concentration de la production dans les vallées et à l'essor des agglomérations situées à un carrefour : Delémont, Moutier, Porrentruy et Bienne.

La révolution industrielle a sensiblement modifié les structures de la société jurassienne. En 1860, les 43'000 personnes actives se répartissaient de la façon suivante : 41% dans l'agriculture, 43% dans l'industrie et 16% dans les services; en 1910, pour 50'000 personnes actives, les proportions respectives étaient 28%, 55% et 17%. L'exode rural et une forte émigration, en partie compensée par un afflux de main d'oeuvre suisse alémanique, expliquent ces transformations : urbanisation, germanisation malgré une assimilation assez rapide, diminution du nombre des personnes résidant dans leur commune d'origine, brassage des confessions et renforcement de la minorité protestante.

On constate aussi des changements significatifs dans la structure socio-professionnelle. Au gonflement du secteur secondaire et à la légère augmentation du tertiaire correspondent un accroissement du nombre des salariés (ouvriers, employés, fonctionnaires) et le renversement des proportions entre ouvriers de fabriques et travailleurs à domicile (moins de 20% en 1910). Les personnes soumises à la loi sur les fabriques avaient passé de 7'000 à 18'000 entre 1888 et 1911; les femmes formaient le tiers de ce contingent qui se répartissait dans 436 fabriques, soit une moyenne de 42 ouvriers par unité. La majorité des entreprises n'atteignaient de loin pas la moyenne. Les plus grandes usines étaient les fabriques de montres Longines à Saint-Imier (1'500



Sonvilier, grand village horloger du vallon de Saint-Imier, haut-lieu du mouvement ouvrier jurassien, depuis la Fédération jurassienne anarchiste jusqu'à la fondation du PSJ.

ouvriers), Tavannes Watch Co (1'000), les fonderies Von Roll de Choindez (700) et des Rondez (400) à Delémont. La fabrique moderne avait uniformisé les conditions de travail, souvent très précaires, des producteurs. «De cette égalité de situation est née la solidarité ouvrière», constate Fallet-Scheurer en 1912.³

Naissance et organisation du mouvement ouvrier

Les horlogers jurassiens n'ont pas attendu la révolution industrielle pour créer des sociétés de secours mutuel, à propos desquelles on sait peu de choses. En revanche, on est beaucoup mieux informé sur la première Internationale et la Fédération jurassienne, première émergence du mouvement ouvrier organisé dans la région.⁴

La première Internationale et la Fédération jurassienne

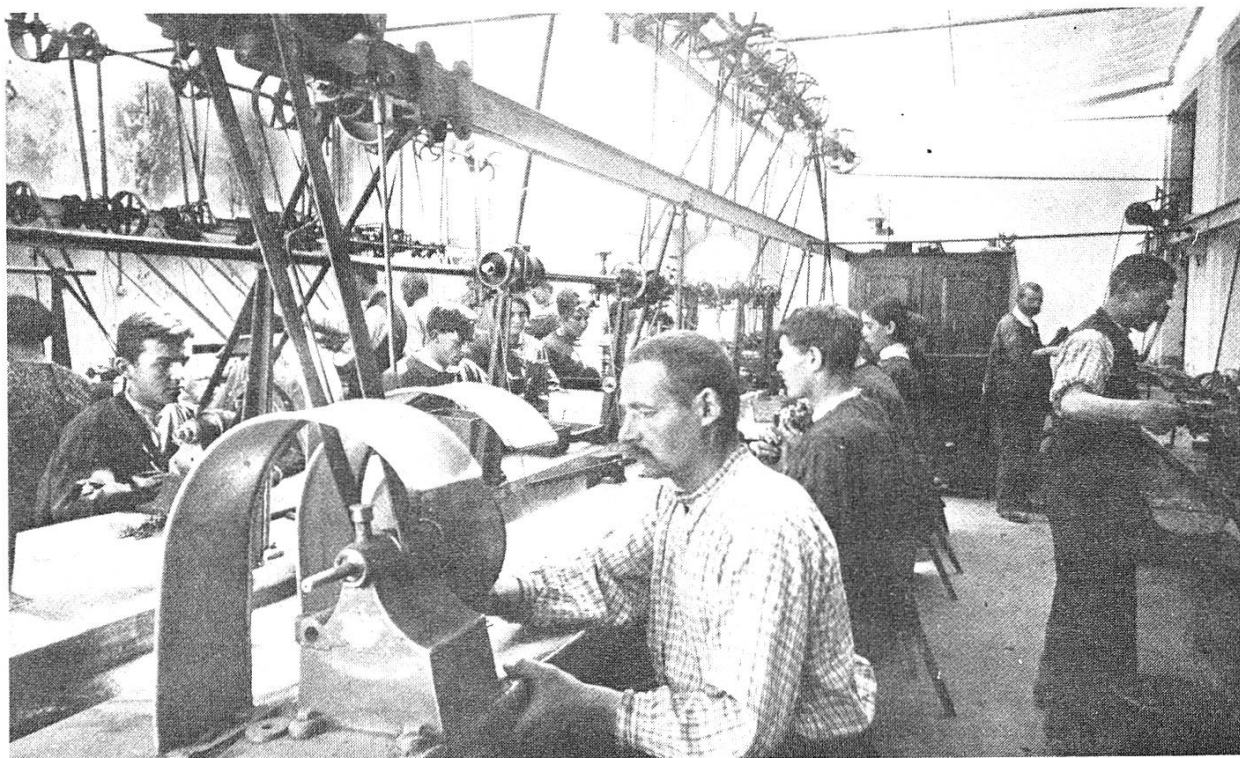
Le Jura horloger a joué un rôle important au sein de l'Association Internationale des travailleurs (AIT), fondée à Londres en 1864. Sous l'impulsion de

Pierre Coullery, le «médecin des pauvres», des sections furent constituées dans le Vallon de Saint-Imier, à Boncourt et Porrentruy, puis à Moutier, Tramelan et aux Franches-Montagnes. Elles ne regroupaient pas seulement des ouvriers, mais aussi des politiciens radicaux progressistes. La plupart n'eurent qu'une existence éphémère, sauf celles de Moutier ainsi que celles de Saint-Imier et Sonvilier, qui fusionnèrent en 1868 sur une base strictement ouvrière. L'activité des Internationalistes était orientée vers l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Par exemple, Sonvilier réalisa une enquête économique et sociale, Saint-Imier fonda une société coopérative de consommation. Quelques jurassiens, dont Adhémar Schwitzguébel, graveur de Sonvilier, participèrent aux congrès de l'Internationale où s'affrontaient différentes conceptions de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Les théories antagonistes de Marx et Bakounine sur la nature de l'action politique du prolétariat et sur les principes d'organisation de l'AIT (centralisme ou fédéralisme) divisaient profondément la première Internationale. Dès 1869, les militants du district de Courtelary ont choisi leur camp en se prononçant pour l'abstention politique. L'année suivante, ils se retrouvèrent dans la majorité «collectiviste-fédéraliste» au congrès romand de La Chaux-de-Fonds qui consacra la rupture avec les coullerystes et les Genevois, partisans de la conquête du pouvoir politique. Tancés par la Conférence de Londres, les «braves ouvriers des sections des montagnes», réunis le 12 novembre 1871 à Sonvilier, décidèrent de constituer la Fédération jurassienne. Une circulaire adressée à toutes les fédérations de l'Internationale exposait leurs conceptions libertaires : «L'Internationale, embryon de la société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature».⁵

Après le Congrès de La Haye, dominé par Marx et la tendance «autoritaire», les délégués de cinq fédérations – espagnole, italienne, française, américaine et jurassienne – partageant les conceptions anarchistes de Bakounine se retrouvèrent le 15 septembre 1872 à Saint-Imier, où ils fondèrent l'Internationale fédéraliste. Fer de lance de cette dernière, la Fédération jurassienne «allait tenir bien haut le drapeau du socialisme libertaire» : autonomie et libre fédération des groupes au niveau de l'organisation, action directe sur le seul terrain économique. Fort de deux à quatre cents militants du Vallon de Saint-Imier et des Montagnes neuchâteloises à son apogée en 1873, l'anarchisme jurassien sera réduit à «un groupuscule de militants en marge du monde du travail» au début des années 1880.

On ne peut pas attribuer ce rapide déclin à une cause unique. La crise économique de 1875 à 1879 a certainement précipité la disparition de la



La révolution industrielle : ouvrières et ouvriers de la fabrique de montres Perfecta, à Porrentruy, fondée en 1883 et mise en faillite en 1922.

Fédération jurassienne. Dans la mesure où, selon une thèse récente⁶, le projet anarchiste de transformation sociale correspondait à «une pratique ouvrière particulière, issue d'un ensemble de rapports sociaux spécifiques à un mode de fabrication (l'établissage)», la concentration et la mécanisation de la production de la montre le condamnait à terme. En revanche, la fabrique moderne favorisait l'essor du syndicalisme.

Le syndicalisme dans l'horlogerie

La Fédération jurassienne n'a pas réussi à faire passer son message révolutionnaire. Mais, comme le rappelait Adhémar Schwitzguébel en 1890⁷, «les sections internationales qui se constituèrent dans toutes les localités horlogères, depuis Genève à Porrentruy, ne furent pas seulement des foyers de propagande socialiste, mais aussi le point de départ d'organisation de nombreuses associations professionnelles».

L'assurance mutuelle contre la maladie avait été à l'origine des premiers groupements ouvriers dans l'horlogerie. A partir de 1865, la «défense des intérêts du travail» et l'idée des «caisses de résistance» deviennent les préoccu-

pations majeures des associations ouvrières. Dans le vallon de Saint-Imier, à Moutier, Bienne et Porrentruy, les ouvriers organisés se comptent «par centaines» vers 1869 : décorateurs, monteurs de boîtes, faiseurs de ressorts, peintres et émailleurs. La Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs, animée par Schwitzguébel, est fondée en 1872. Les branches appartenant au mouvement de la montre se montrent plus réticentes.

Très discret au cours de la décennie suivante, le syndicalisme ouvrier ne réussit à s'imposer dans l'horlogerie qu'à partir de 1886-1887. Pour Schwitzguébel, «le développement prodigieux de l'industrie horlogère, les dangers d'une concurrence sans règle sur le terrain local et national, les perfectionnements des procédés mécaniques et l'importance de la concurrence étrangère devaient aboutir à une situation des plus dangereuses et ouvrir les yeux aux moins clairvoyants. [...] Un fait significatif très important de cette période, c'est que les remonteurs, démonteurs et repasseurs d'une part, les faiseurs d'échappements d'autre part, prennent cette fois la tête du mouvement».

Non moins révélatrice est la tentative de constituer en 1887 une Fédération horlogère, organisation mixte regroupant syndicats ouvriers et patronaux et formant un tribunal arbitral en cas de conflits. Son but était de «donner satisfaction aux revendications ouvrières dans la mesure compatible avec les nécessités d'existence de notre industrie sur le marché international». Ce «mariage d'intérêts divers» ne dura pas : «les illusions de la lune de miel devaient promptement s'évanouir devant les réalités de l'existence». Salaires, durée du travail, apprentissage, travail en parties brisées, engagement de manœuvres et de femmes, autant de pierres d'achoppement entre patrons et ouvriers d'une industrie en pleine transformation. Et, du côté des fabricants et des chefs d'atelier, plus qu'au sein de la population ouvrière, on était resté réfractaire à l'idée d'organisation professionnelle.

Cela ne signifie pas que le syndicalisme ouvrier s'implanta facilement et partout. Bienne, Tramelan et le Haut-Vallon de Saint-Imier ont été plus rapidement et massivement conquis à la cause syndicale que Moutier, la vallée de Tavannes ou le Bas-Vallon. Sans doute est-ce le reflet du contraste entre la mentalité déjà urbaine des centres horlogers plus anciens et celle encore rurale de villages à l'industrialisation récente. Deux fabriques d'horlogerie symbolisent ce décalage : Longines, fondée en 1866 à Saint-Imier; Tavannes Watch Co, qui débute en 1890. Dans le Jura catholique, malgré l'opposition farouche de certains patrons et curés, on trouve quelques sections aux Franches-Montagnes, à Porrentruy et, par intermittence, à Delémont.⁸

La plupart des sections syndicales jurassiennes se rattachaient aux deux

Société jurassienne d'Emulation, *La mémoire du peuple*, 1983



La première bannière du syndicat des ouvriers monteurs de boîtes de Tramelan : solidarité ouvrière dans le cadre des institutions politiques existantes.

plus grandes fédérations ouvrières de l'horlogerie : celle des monteurs de boîtes et celle dite des horlogers (remonteurs, etc.). Non sans peine, la solidarité de classe l'emporta sur l'esprit corporatif. En 1886, relève GrosPierre, «on défendait son métier avant tout». Un quart de siècle et plusieurs tentatives furent nécessaires pour regrouper tous les ouvriers de la montre sous la même bannière. Finalement, les mutations dans le mode de production imposèrent un changement dans la mentalité ouvrière. «La puissance des faits, le développement plus grand de l'organisation du patronat, l'anéantissement de la petite entreprise par la grande, les progrès constants des installations mécaniques, la substitution du travail à la main par celui de la machine, tous ces facteurs forceront nécessairement les ouvriers à concentrer toujours plus et mieux leurs forces», affirmait en 1902 Emile Ryser, secrétaire ouvrier à Bienne. Il fut l'un des artisans de la fusion des syndicats de métier en une seule Fédération des ouvriers de l'industrie horlogère (FOIH), réalisée en 1911.⁹

A la veille de la Première guerre mondiale, la FOIH comptait 26 sections dans le Jura. D'un millier en 1888, le nombre des syndiqués – très fluctuant – atteignait 3'400 au début de 1914. Mais, comparés aux 14'500 personnes occupées dans la production de la montre, ils ne constituaient encore qu'une minorité : le taux de syndicalisation ne dépassait pas 25%. S'il avoisinait 40%

dans le district de Courtelary et 30% dans les Franches-Montagnes, il ne dépassait pas 10% dans les autres districts.

A l'instar de leurs camarades horlogers, des travailleurs d'autres branches de l'industrie et des services se groupèrent pour défendre leurs intérêts face aux employeurs. Toutefois, même additionnés, leurs effectifs demeuraient nettement inférieurs à ceux des horlogers. En 1912, ils représentaient moins du tiers des quelque 4'000 syndiqués jurassiens. Face aux 2'800 adhérents de la FOIH, on ne recensait que 130 métallurgistes, 100 ouvriers du bois et 150 du bâtiment ainsi qu'une cinquantaine de typographes. Plus nombreux étaient les syndiqués parmi les employés PTT (150) et surtout le personnel des CFF : quelque 600 cheminots, en majorité d'origine suisse alémanique, comme beaucoup de métallurgistes et de menuisiers d'ailleurs. Les sections syndicales non horlogères jouèrent un rôle non négligeable dans l'émergence du parti socialiste dans certaines localités, en particulier à Delémont.

De nombreux conflits, mouvements de salaires et une quarantaine de grèves – surtout locales – ont jalonné les débuts du syndicalisme horloger dans la région. L'affrontement le plus important fut la grève des ouvriers des Longines en automne 1910. Il s'agissait d'imposer l'obligation d'adhérer au syndicat en sommant les patrons de choisir entre le personnel dans son entier et sept ouvriers réfractaires. Après cinq semaines de grève, la signature d'un compromis permit d'éviter le lock-out général prononcé par les organisations patronales.

La concentration des forces au sein de la FOIH indiquait une prise de conscience de l'interdépendance des problèmes de l'industrie horlogère. Pour le futur leader du socialisme suisse Robert Grimm, «la pratique de la vie syndicale conduit à une transformation révolutionnaire nouvelle dans les modes de penser de l'ouvrier. Sa conscience de classe, qui n'était que bien faible d'abord, devient de plus en plus profonde à mesure que se précisent les contradictions économiques. Et l'ouvrier comprend la nécessité de la lutte politique des travailleurs», car «ce n'était pas seulement les patrons qui s'opposaient à eux, mais bien tout le système économique capitaliste».¹⁰

Dans quelle mesure l'expérience syndicale fut-elle déterminante pour l'engagement socialiste des militants ouvriers jurassiens ? La question reste ouverte en l'état actuel de la recherche. Cependant, on a pu observer une corrélation étroite entre l'évolution du mouvement syndical et le développement du mouvement socialiste. Les chronologies coïncident et souvent on retrouve les mêmes militants dans la lutte économique et le combat politique.

La formation du parti socialiste

La disparition de la Fédération jurassienne avait laissé le champ libre aux partisans de la lutte sur le terrain politique. Mais ceux-ci ne réussirent pas du premier coup à implanter un parti socialiste viable à l'échelle du Jura bernois. Voici brièvement résumées les principales étapes de la genèse du PSJ.

La Fédération jurassienne du Grütli : de la rupture avec le radicalisme (1890)...

Jusqu'en 1890, les ouvriers jurassiens, lorsqu'ils se rendaient aux urnes, n'avaient le choix qu'entre radicaux et conservateurs. Les plus politisés se rangeaient résolument sous la bannière du radicalisme¹¹. Il en était de même des sections jurassiennes de la Société suisse du Grütli qui se considéraient comme partie intégrante du mouvement libéral. Dans le Jura, les premières sections du Grütli sont apparues vers 1850. En 1871, les six sections regroupaient 132 membres, essentiellement des ouvriers et artisans de langue allemande. Le Grütli jurassien connut un réel essor dans les années 1880. A son apogée, en 1890, il comptait 17 sections réunissant quelque 550 membres; il avait gagné de nombreux adhérents francophones.

Dès 1884, le mouvement grutléen revendiqua une place sur la liste de l'Association populaire jurassienne (radicale) pour les élections au Conseil national. Malgré deux refus successifs, il avait fait campagne pour les candidats radicaux, dans l'espoir d'une concession à la prochaine occasion. Le problème se reposa en 1890, mais en termes différents. Entre-temps, les sociétés du Grütli, réunies à Moutier le 18 mars 1888, avaient fondé la Fédération jurassienne des sociétés du Grütli (FJG). L'assemblée des délégués du 10 août 1890 avait défini ainsi sa position en vue des élections au Conseil national : « Dans l'arrondissement de Porrentruy-Delémont-Laufon, nous renonçons à une candidature particulière et nous nous rattachons au parti libéral. Dans l'arrondissement de Saint-Imier-Saignelégier-Moutier, en revanche, il est très désirable que le Grütli et les autres sociétés ouvrières aient un candidat spécial ».¹²

Comme ils l'avaient fait à la veille des précédentes élections, des délégués du Grütli prirent part à l'assemblée électorale de l'Association populaire jurassienne. Ils défendirent – sans succès – la candidature de Fritz Gehrig, médecin à Tramelan, désigné par une assemblée ouvrière. Devant ce nouveau camouflet, les grutléens, après avoir repoussé les avances du parti conservateur, décidèrent de partir seuls à la lutte. Ils essuyèrent un échec : le « candidat ouvrier » ne connut même pas un succès d'estime. En 1893, le docteur Gehrig recueillit 912 voix, provenant de Saint-Imier, Sonvilier, Villeret, Tramelan et

Les Breuleux. Elles représentaient le 13% des votants. La progression était sensible, mais la FJG, déjà en déclin, disparut peu après.

... à la diffusion des idées socialistes

Avant de s'effacer, la FJG avait approuvé – en 1892 – l'adhésion de la Société suisse du Grütli au principe de la «démocratie socialiste», c'est-à-dire au programme du Parti socialiste suisse, fondé en 1888 sous l'impulsion de l'avocat bernois Albert Steck. Cette décision s'inscrivait dans la ligne suivie par la FJG depuis l'année précédente sous la houlette de son comité directeur (Vorort) formé par des militants des deux sections du Grütli – allemande et romande – de Saint-Imier. Jean Eggli, commerçant, présidait, mais Jules Chatelain, ouvrier monteur de boîtes de 33 ans, en était le véritable animateur. On le trouvait aussi à la tête de l'Union ouvrière locale qui venait de se constituer.

Ces militants accueillirent favorablement le projet d'un libraire «socialiste-indépendant» de La Chaux-de-Fonds d'éditer un journal socialiste de langue française pour le Jura et la Suisse romande. En l'occurrence, le désir des associations ouvrières jurassiennes de posséder leur propre organe de presse coïncidait avec la volonté du PSS d'élargir son audience dans les cantons romands. Grâce à l'appui financier du PSS, Chatelain, aidé par quelques militants, put lancer à fin décembre 1891 un numéro spécimen du journal *Le Socialiste*, «organe romand du parti socialiste-démocratique suisse et de la Fédération ouvrière jurassienne paraissant à Saint-Imier tous les samedis». En janvier et février parurent huit numéros, mais en mars déjà la publication était suspendue faute d'argent. *Le Socialiste* n'avait pas atteint le seuil jugé vital de 600 abonnés.¹³

La FJG a échoué dans sa tentative de faire élire un conseiller national représentatif des organisations ouvrières jurassiennes qu'elle avait tenté en vain de fédérer au sein d'une sorte d'Arbeiterbund. Mais elle a ouvert la voie au parti socialiste en n'hésitant pas à rompre l'alliance traditionnelle avec les radicaux d'une part et en contribuant à la diffusion des idées socialistes d'autre part. Sur le plan local, les quelques sections du Grütli qui lui survécurent jouèrent un rôle parfois décisif dans la formation du parti socialiste.

Les Unions ouvrières et la Fédération socialiste jurassienne (1903)

La crise de 1891-1895, durement ressentie par les organisations ouvrières, semblait avoir découragé les militants socialistes. Avec la reprise, le mouvement ouvrier jurassien releva la tête. Par le truchement des Unions ouvrières locales (UO), les syndicats prirent cette fois une part plus active à la lutte politique.



Pierre Nicol (1877-1936), ouvrier horloger, puis aubergiste, pionnier du socialisme en Ajoie, photographié (à droite) en novembre 1912 dans son jardin.

Entre 1899 et 1902, plusieurs Unions ouvrières virent le jour dans le Jura : Porrentruy, Delémont, Tavannes, Moutier et Tramelan. Fédérations locales réunissant les sections syndicales et d'autres associations ouvrières, les Unions ouvrières avaient pour but de «défendre énergiquement les droits de l'ouvrier» sur le plan économique, social et politique. Leur activité englobait tous les domaines : renforcement de l'organisation syndicale sur le plan local, prises de position lors des assemblées communales et des votations populaires, participation aux élections, organisation de la manifestation du 1er Mai, action culturelle : conférences et cours d'éducation, bibliothèque, fanfare ou chorale ouvrière, excursions, fêtes champêtres et Arbre de Noël.

Si toutes les Unions ouvrières poursuivaient le même objectif, leurs programmes d'activité variaient en fonction des forces militantes disponibles et des conceptions quant aux moyens à utiliser. A cet égard, on peut opposer la neutralité politique de l'UO de Saint-Imier, reconstituée en 1904, à l'engage-

ment socialiste de celles de Porrentruy, Delémont et Tramelan, lesquelles participèrent à la première tentative de former un parti socialiste jurassien en 1903.

Aux élections au Conseil national de 1902, les socialistes disséminés dans le Jura avaient tenu à se compter : seulement 300 voix dans le Jura-Sud, résultats plus encourageants (800 voix) dans le Jura-Nord. Dans la foulée, sous l'impulsion de l'Ajoulot Pierre Nicol, qui venait d'accéder au parlement bernois comme «député ouvrier», les UO de Delémont et Porrentruy prirent l'initiative de fonder une association composée de tous les Grütli, Unions ouvrières et groupes socialistes dans le but «de travailler dans chaque district au développement du parti ouvrier socialiste dans tous les domaines : au communal, au cantonal, au fédéral». La Fédération socialiste jurassienne (FSJ) fut constituée le 20 septembre 1903 à Moutier. Les UO de Porrentruy, Delémont et Tramelan ainsi que les sociétés du Grütli de Moutier, Saint-Imier et Reconvilier-Tavannes y adhèrent. Malgré un départ en fanfare, la FSJ ne tint pas ses promesses. En 1905, elle s'effaça devant le Parti socialiste bernois.

Les Cercles ouvriers et le Parti socialiste bernois (1905)

La FJS n'avait pas pu compter sur le mouvement syndical du Vallon de Saint-Imier qui rechignait à l'engagement politique, craignant la discorde qu'aurait pu causer dans ses rangs «le froissement des opinions différentes». Dans le Jura-Sud, le rôle tenu par l'Union ouvrière à Delémont et Porrentruy, fut dévolu au Cercle ouvrier (CO).

Contrairement à la première, le second repose sur l'adhésion individuelle. En revanche, leur but et leurs moyens d'action concordaient largement. Centre de ralliement pour tous les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe, le CO voulait cultiver chez ses membres «l'esprit fraternel et solidaire, l'amour du beau et du bien» par la lecture, l'étude sociale et diverses activités culturelles : chant, théâtre, musique. Excursions, fêtes, soupes communistes devaient permettre aux membres et à leurs familles de resserrer les liens d'amitié. A partir de 1903 sont apparus successivement les CO de Saint-Imier, Villeret, Sonvilier et Moutier. Ils ne tardèrent pas à intervenir dans la politique communale. Emanant parfois d'eux, des Groupes d'études sociales et de Jeunesses socialistes contribuèrent à la diffusion des idées socialistes et à la formation de militants. Conférences et manifestations mises sur pied par les diverses organisations ouvrières permettaient aux travailleurs de voir et d'entendre les ténors du socialisme suisse – secrétaires syndicaux, conseillers nationaux, rédacteurs de la *Sentinelle* – ainsi que certains représentants de l'Internationale socialiste. Le 1er Mai, quelques centaines d'ouvriers défilaient derrière le drapeau rouge dans les principales localités du Jura.



Le Cercle ouvrier de Sonvilier au temps de sa splendeur (vers 1920) : un témoin de l'émergence d'une conscience de classe parmi les ouvriers jurassiens.

Tandis que les Unions ouvrières, les Cercles ouvriers et les Groupes d'études sociales préparaient le terrain jurassien, la Fédération bernoise du Grütli et des associations ouvrières se réorganisait et devenait le Parti socialiste bernois (PSB) à partir du 1er mai 1905.¹⁴ Fondé peu après, le Parti socialiste du Xe arrondissement (Jura-Sud) regroupa au maximum sept sections : Tramelan, Sonvilier, Saint-Imier, Courtelary, Villeret, Moutier et Reconvilier. L'UO de Delémont faisait également partie du PSB, tandis que celle de Porrentruy était directement rattachée au PSS.

Les fédérations d'arrondissement du PSB étaient avant tout des machines électorales. La participation aux élections visait un objectif double : pénétrer dans les parlements pour protéger le mouvement syndical et arracher des réformes au bloc bourgeois d'une part, propager plus largement les idées

socialistes d'autre part. Mais, dans le Jura, l'audience du parti ouvrier demeurait faible : en 1908, 5 à 6% des électeurs inscrits. C'est grâce à des concessions des partis bourgeois que les socialistes jurassiens avaient obtenu leurs premiers députés au Grand Conseil bernois : Pierre Nicol de Porrentruy (1902-1906), Charles Wolf de Delémont (1905-1914) et Aimé Tièche de Reconvilier (1906-1910).

Malgré l'émergence dans certaines localités du Jura d'un nouveau réseau de sociabilité fondé sur l'appartenance à la classe ouvrière, le parti socialiste ne réussissait pas à s'implanter solidement. Vers 1910, la crise semblait l'avoir à nouveau balayé.

Fondation des sections socialistes et du PSJ (1911-1919)

L'approche des élections fédérales de 1911 réveilla les militants socialistes du vallon de Saint-Imier. Ils présentèrent à nouveau la candidature d'Emile Ryser. Le 29 octobre, le secrétaire ouvrier de Bienne réunit 1'725 suffrages. Ce résultat indiquait une forte progression des voix socialistes dans le district de Courtelary : de 500 en 1908 à plus de 1'300, soit le 48% des votants. Dans plusieurs communes, Ryser arrivait largement en tête. Certes, les conseillers nationaux sortants étaient réélus avec quelque 3'000 suffrages. Mais, les radicaux étaient en nette régression alors que 65% des électeurs avait boudé les urnes.

Ce succès relatif stimula les militants du district de Courtelary. Dès novembre un groupe socialiste se forma à Corgémont, puis un autre à Tramelan. Un troisième fut fondé à Sonceboz par quelques abonnés à *La Sentinelle*. Le 17 décembre, une centaine de militants de différents villages se retrouvèrent dans cette dernière localité pour constituer le Parti socialiste du Jura-Sud (PSJS). Au cours de l'hiver, les sections de Péry-La Heutte, Courtelary, Villeret, Saint-Imier, La Neuveville, Cortébert, Sonvilier, Moutier, Reconvilier et Renan virent successivement le jour. Simultanément, le parti socialiste se réorganisa dans l'arrondissement du Jura-Nord. A Delémont, à l'initiative de l'Union ouvrière, deux sections socialistes furent fondées en février et mars 1912 : une de langue allemande et l'autre française, laquelle n'eut qu'une existence éphémère. Elles formèrent le Parti socialiste du Jura-Nord (PSJN) avec la société locale du Grütli et le Parti ouvrier unifié de Porrentruy reconstitué depuis peu.

Le 31 mars 1912, la première assemblée des délégués du PSJS décida de revendiquer le siège laissé vacant par la démission de Virgile Rossel, nommé au Tribunal fédéral. Toujours avec le même candidat, le PSJS mena une campagne très active, organisant des conférences dans une vingtaine de communes. Tour à tour Jean Sigg, Charles Naine, Paul Graber, Eugène Münch et Robert Grimm

vinrent haranguer les ouvriers jurassiens. Le scrutin du 14 avril révéla la progression du parti socialiste. Emile Ryser recueillit 3'400 suffrages contre 4'000 au candidat radical et 1'200 au conservateur. Au deuxième tour, malgré l'appui conservateur, le candidat socialiste fut battu de justesse par Savoye, directeur des Longines, qui avait bénéficié d'un sursaut de l'électorat radical. Enfin, en mai 1914, toujours avec l'appui des catholiques francs-montagnards, Ryser réussit à vaincre son adversaire radical, devenant ainsi le premier conseiller national socialiste jurassien.

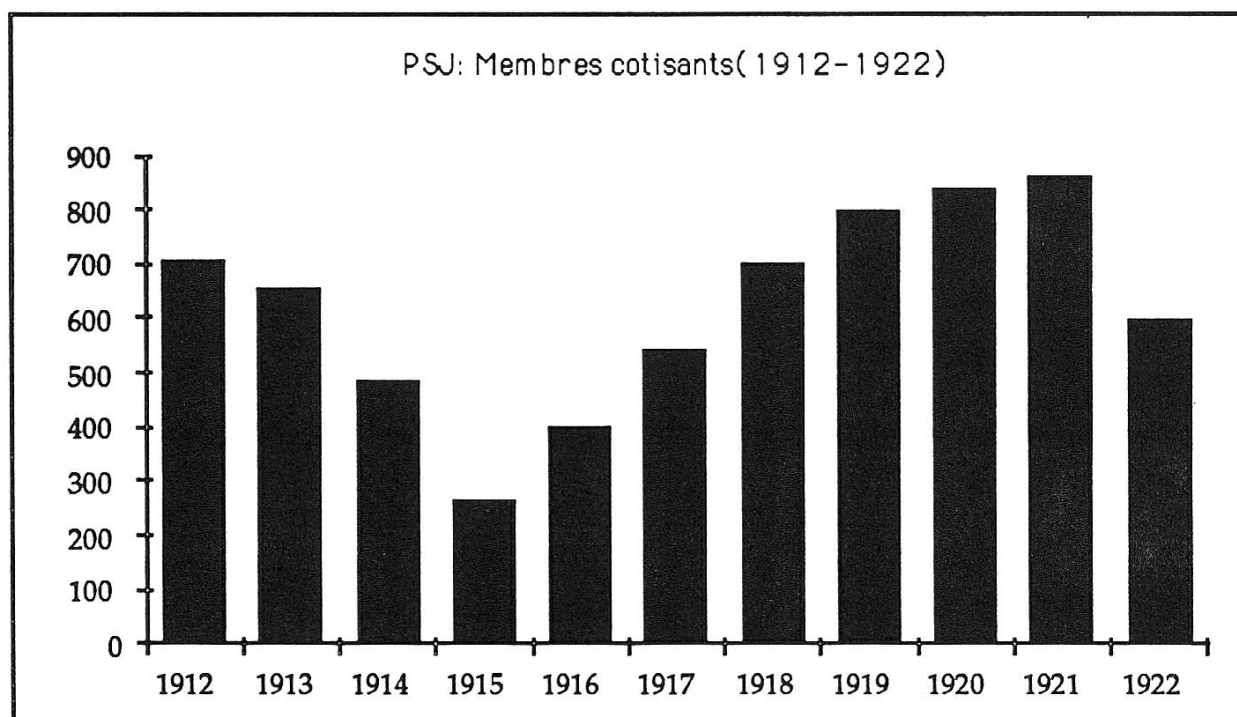
L'organisation du parti socialiste dans le Jura s'est faite sous l'égide et dans le cadre des statuts du PSB, révisés en 1910 sous l'impulsion unificatrice de Robert Grimm. Le parti cantonal comprenait sept fédérations d'arrondissement regroupant les sections socialistes et sociétés du Grütli locales. Elles étaient calquées sur les circonscriptions électorales pour le Conseil national. L'introduction de la représentation proportionnelle en 1919 modifia le découpage des arrondissements électoraux fédéraux. Désormais le canton de Berne forma une circonscription unique. Les fédérations d'arrondissement perdaient ainsi leur raison d'être. A la suggestion du comité cantonal, les socialistes jurassiens, qui avaient déjà tenu une assemblée commune le 17 mars 1918 à la veille des élections au Grand Conseil, décidèrent de fusionner. Le 7 septembre 1919, 31 délégués représentant 15 sections, réunis à Sonceboz sous la présidence d'Ernest Vuille, député de Tramelan, constituaient le Parti socialiste jurassien (PSJ) et désignaient Reconvilier comme section directrice. En 1922, le PSJ annonçait 27 sections, 1'139 membres inscrits et comptait 4'300 électeurs.

Le Parti socialiste jurassien (1912-1922)

Entre 1912 et 1922, le parti socialiste a réussi à s'implanter solidement dans les principales localités du Jura bernois et à se doter d'une organisation à l'échelle régionale. Mais qui sont les socialistes jurassiens ? D'où et de quels milieux proviennent-ils ? Quelle est l'importance du PSJ au sein du PSS ? Où le situer dans le mouvement socialiste ? Quel est son impact sur la vie politique jurassienne ? Examinons de plus près le PSJ.

Dimension, implantation et composition sociale

Dans son rapport de gestion de 1930, le PSB a publié une statistique des estampilles vendues aux sections depuis 1911. Elle permet une approche quantitative du PSJ : la mesure des effectifs, de leur évolution dans le temps et de leur répartition dans l'espace. Le graphique suivant représente le mouvement des membres entre 1912 et 1922 :



De 700 en 1912, le nombre des cotisants s'effondra au début la guerre : seulement 9 sections cotisantes avec 260 membres en 1915. En augmentation constante depuis 1916, les effectifs du PSJ plafonnèrent à 850 avant de retomber brusquement à 600 en 1922, sous l'effet de la crise économique. La courbe trahit l'extrême sensibilité du PSJ à l'évolution conjoncturelle, un trait distinctif du mouvement ouvrier à cette époque. Quant à la répartition géographique des membres cotisants, elle se présentait ainsi :

Districts	1912		1921	
	Sections	Membres	Sections	Membres
Courtellary	10	449	10	486
Delémont	3	82	2	91
Laufon	-	-	2	39
Moutier	3	102	7	157
La Neuveville	1	24	1	25
Porrentruy	1	50	3	64
Jura	18	707	25	862

Dans un essai sur le Jura bernois paru en 1930, un publiciste romand affirmait que le parti socialiste s'y était implanté «à l'aune exacte du progrès industriel». Il est vrai que plus de la moitié des adhérents proviennent du vallon de Saint-Imier et que toutes les sections socialistes sont apparues dans des communes de plus de 700 habitants où le secteur secondaire prédomine. Toutefois, une vingtaine de localités industrielles n'ont pas abrité de sections socialistes entre 1912 et 1922. Dans celles de moins de 700 habitants, leur exigüité explique cette carence : le poids des mentalités et des attitudes politiques traditionnelles y est plus fortement ressenti que dans les localités où la concentration d'un certain nombre d'ouvriers avait permis l'émergence d'un sentiment de solidarité de classe. En tout cas, l'urbanisation semblait favorable à l'implantation du parti socialiste : dans les dix communes de plus de 2'000 habitants, où résidait le tiers de la population du Jura, le PSJ recrutait la moitié de ses membres et de ses électeurs.

Les douze communes industrielles de plus de 700 habitants sans section socialiste ont un point commun : le catholicisme. Faut-il attribuer cette forte réticence des ouvriers catholiques à l'égard du socialisme à la condamnation de celui-ci par l'Eglise, condamnation renouvelée par les Evêques suisses à l'occasion du Jeûne fédéral de 1920 ? Le contraste entre l'absence de sections du PSJ aux Franches-Montagnes et les votes massifs des catholiques de ce district entre 1908 et 1917 pour des candidats socialistes suggère une autre explication. Ce n'est pas tant la position doctrinale de l'Eglise romaine que l'existence d'un parti confessionnel, s'appuyant sur la sociabilité paroissiale, qui contrecarre le développement du PSJ dans la partie catholique de l'ancien Evêché de Bâle.

Le PSJ qui se veut alors parti de classe était-il réellement formé par des ouvriers ? A défaut de données complètes concernant la composition sociale du PSJ, les listes de membres des comités de section publiées dans la *Sentinelle* laissent supposer que les ouvriers horlogers formaient la base du parti dans le vallon de Saint-Imier et la vallée de Tavannes. Le PS Delémont reposait sur une autre catégorie de travailleurs : les deux tiers de ses membres étaient des cheminots. D'après une liste de membres de 1923, sur 97 cotisants, on dénombre 64 ouvriers ou employés CFF, 12 ouvriers horlogers ou métallurgistes, 10 ouvriers ou artisans, 6 fonctionnaires et enseignants, un pasteur, un aubergiste, un secrétaire syndical, un voyageur de commerce et... une ménagère, l'exception qui confirmait la règle ! La forte proportion de cheminots était due à l'importance de la gare de Delémont qui occupait alors près de 400 personnes, dont la plupart provenaient de Suisse allemande. Le PS Delémont était, à ses débuts, en majorité alémanique, comme l'Union ouvrière locale d'ailleurs. Les ouvriers et cheminots germanophones ont formé des sections particulières à Tavannes dès 1916, puis à Moutier et Saint-Imier en 1919.

La liste des 59 candidats socialistes au Grand Conseil entre 1912 et 1922 est aussi significative : 24 ouvriers, la plupart horlogers ou métallurgistes; 11 ouvriers et employés CFF, 11 indépendants (fabricants, aubergistes, représentants, artisans), 7 secrétaires syndicaux, 2 enseignants, un commissaire de police locale et deux non identifiés. Parmi les élus, les ouvriers et cheminots, qui pourtant fournissaient encore la majorité des candidats, n'obtinrent que trois députés sur seize. Huit exerçaient une profession indépendante, quatre remplissaient les fonctions de secrétaire FOMH. Comme ailleurs, le manque de temps libre, l'insuffisance de la formation intellectuelle et la répression patronale se conjuguèrent pour freiner l'accession des travailleurs manuels à la direction du parti socialiste.

Incontestablement, le PSJ était le parti des ouvriers, mais il était encore loin de les rassembler tous sous sa bannière : en 1920, il ne comptait que 1'200 membres inscrits et quelque 4'800 électeurs, alors que les syndicats déclaraient 8'300 adhérents dans le Jura.

Le PSJ, le PSB et le PSS

Quelle place les socialistes jurassiens occupaient-ils au sein du Parti socialiste suisse, alors que le PSB, dont ils formaient une des fédérations régionales, en était le fer de lance sous la houlette de Robert Grimm?

Du point de vue des effectifs, son poids était minime, puisque même en retranchant le nombre de ses membres jurassiens, le PSB demeurait le plus fort parti cantonal du PSS. Le PSJ était la plus petite de ses cinq fédérations régionales : en 1922, le Mittelland réunissait la moitié des adhérents du parti cantonal, la Haute-Argovie, le Seeland et l'Oberland environ 15% chacune, tandis que le PSJ se situait à 6,5%. Au sein du PSS dominé par les partis bernois et zurichois, le PSJ – avec ses 1'139 membres inscrits en 1922 – aurait figuré au milieu du classement des partis cantonaux : derrière Neuchâtel (2'177) et Vaud (1'157), mais devant Genève (718), Fribourg (325) et le Valais (170). Il ne disposait toutefois ni du statut d'une section du PSS, ni de prise directe sur le pouvoir cantonal. Sous la tutelle de la social-démocratie bernoise, qu'il ne remettait pas en cause, le socialisme jurassien cultivait cependant un certain particularisme.

Fortement imprégnés par la mentalité pragmatique des milieux horlogers, incarnée par ses deux représentants au Conseil national entre 1917 et 1922, les syndicalistes Emile Ryser et Achille GrosPierre, les socialistes jurassiens restèrent généralement à l'écart des luttes idéologiques qui déchirèrent le mouvement ouvrier suisse à la fin de la Première Guerre mondiale. Plutôt réformistes et pacifistes, influencés par les socialistes chaux-de-fonniers, en particulier Charles

CONFISCATION DE LA PROPRIÉTÉ



COMITÉ
D'ACTION JURASSIEN

*L'initiative socialiste en faveur
du prélèvement sur les fortunes
vue par la propagande bourgeoise
lors de la votation fédérale du 3
décembre 1922.*

Musée de Porrentruy, Collection Perronne.

Naine, Paul Graber et le jeune pasteur Jules Humbert-Droz, la grande majorité des militants jurassiens apparaissaient incontestablement plus proches du Parti socialiste neuchâtelois – avec lequel ils partageaient le quotidien *La Sentinelle* – que de la social-démocratie bernoise. On peut les ranger dans le «parti pettavelliste» qu'un ancien militant de la Fédération jurassienne avait dénoncé en 1913¹⁵ : un socialisme électoraliste et fortement marqué par le protestantisme social du pasteur Pettavel. A cet égard, les socialistes jurassiens ne sont les disciples ni de Marx ni de Bakounine, ils sont les héritiers de leur compatriote Pierre Coullery !

Pas plus qu'ils n'avaient adhéré au syndicalisme révolutionnaire une dizaine d'années auparavant, les militants jurassiens ne suivirent Jules Humbert-Droz dans le sillage de Lénine à la fin de la Première Guerre mondiale. S'ils avaient largement participé à la Grève générale de 1918 par solidarité de classe¹⁶, les ouvriers jurassiens n'étaient nullement acquis à une stratégie révolutionnaire. Certes, quelques dizaines de militants et de jeunes socialistes n'étaient pas restés insensibles aux thèses communistes développées par Humbert-Droz. Mais ce courant ne put pas empêcher le PSJ d'approuver massivement – par 659 oui contre 173 non – la décision du congrès socialiste suisse de décembre 1920 de ne pas adhérer à la troisième Internationale. Dans le Jura, le Parti communiste suisse ne compta que deux sections à l'existence éphémère : Sonvilier et Moutier. Aux élections fédérales de 1922, la liste communiste ne recueillit les suffrages que d'une quarantaine de citoyens, à peine le 1 % de l'électorat socialiste.

Le PSJ sur l'échiquier politique jurassien

Malgré leur modération par rapport à la direction du PSS et à l'aile gauche du parti, les socialistes jurassiens étaient dénoncés par la presse bourgeoise comme «les protagonistes du collectivisme intégral et du grand chambardement». Propos outranciers d'une campagne électorale en 1918 ? Certes. Mais, l'exagération est à la mesure du bouleversement provoqué sur l'échiquier politique jurassien par la poussée socialiste.

Jusqu'en 1914, le parti radical avait dominé la vie politique jurassienne, frustrant le parti conservateur catholique d'une représentation équitable tant au parlement fédéral qu'au gouvernement bernois. L'entrée en scène du PSJ modifia les données du jeu politique. Affaibli par la défection de son aile ouvrière, le parti radical fut même évincé en 1917 de la représentation du Jura-Sud au Conseil national, qu'il monopolisait depuis des décennies, par une alliance des partis minoritaires. Les socialistes du vallon de Saint-Imier et du district de Moutier présentèrent une liste commune avec les conservateurs catholiques des Franches-Montagnes, que les radicaux avaient cherché à neutraliser en les noyant en 1890 dans un arrondissement électoral protestant. Les syndicalistes Emile Ryscher et Achille GrosPierre et le catholique social Xavier Jobin avaient largement devancé les candidats radicaux.

L'introduction de la représentation proportionnelle (RP) pour les élections fédérales (1919) permet de mesurer l'audience du PSJ par rapport aux autres formations politiques jurassiennes. Le tableau suivant nous montre la répartition des suffrages lors des deux premières élections à la RP :

	1919	1922
Electeurs	29583	29447
Votants	21965	20498
Participation (en %)	74	69
Suffrages (en %):		
Parti libéral populaire	39	29
Parti démocrate catholique	33	34
Parti socialiste	23	22
Parti des paysans, artisans et bourgeois	-	14
Divers	5	1

Par sa force électorale (4'800 électeurs en 1919, 4'300 en 1922), le PSJ se classe en troisième position derrière le Parti démocratique catholique qui réunit le tiers des votants et le Parti libéral populaire (radical), amputé de son aile paysanne et conservatrice dès 1922. La même année, le PSJ avait fait élire sept députés au parlement cantonal : trois dans le district de Courtelary, trois dans celui de Moutier et un à Delémont. La composition de la députation jurassienne, forte de 39 membres, reflétait le nouveau rapport des forces : 14 radicaux, 13 conservateurs, 7 socialistes et 5 paysans. On mesure le changement par rapport à 1914, quand les radicaux envoyaient à Berne 24 députés contre 14 conservateurs et un seul socialiste.

Sur le plan local, l'avènement du PSJ s'est manifesté par une entrée en force dans plusieurs conseils communaux, il obtint même la majorité à Villeret en 1917 et à Reconvilier en 1920, mais sans la mairie. A Saint-Imier et à Tramelan-dessus, les socialistes faisaient presque jeu égal avec les radicaux; à Moutier, Delémont et Porrentruy, leur position était moins solide. Dans les principales localités, le PSJ avait pris le relais du Grütli, des Unions ouvrières ou des Cercles ouvriers, lesquels avaient déjà fait élire des conseillers communaux ouvriers bien avant la fondation des sections socialistes.

La RP, réclamée et obtenue par les socialistes à tous les niveaux, a donné au PSJ sa juste part au sein de la députation jurassienne au Grand Conseil bernois et dans les autorités communales. Mais, paradoxalement, elle a peut-être enrayé l'expansion du parti socialiste en rendant plus difficile le renversement de la majorité bourgeoise à tous les échelons. En tout cas, le nouvel équilibre des forces ne variera guère pendant le demi-siècle suivant.

La fondation du PSJ s'inscrit parmi les changements sociaux engendrés en Suisse par la révolution industrielle avec le décalage chronologique propre à la région horlogère. Contemporain de l'affirmation de majorités socialistes au Locle et à La Chaux-de-Fonds ainsi que de la fusion des syndicats des métiers de la montre au sein de la Fédération des ouvriers de l'industrie horlogère (FOIH), l'avènement du socialisme jurassien témoigne de l'émergence d'une conscience de classe parmi les travailleurs des petites villes et gros bourgs horlogers du Jura. Après le feu de paille du socialisme libertaire, plusieurs décennies de luttes syndicales et politiques furent nécessaires pour que se forge une conscience ouvrière et socialiste. Avec les nombreuses sections syndicales, les sociétés coopératives de consommation, les Unions ouvrières de Delémont et Porrentruy, les Cercles ouvriers de Villeret, Sonvilier et Tramelan ainsi que la Maison du Peuple de Saint-Imier, le PSJ est l'une des institutions mises en place au début du XXe siècle par la classe ouvrière jurassienne marquant sa volonté de s'émanciper de la tutelle bourgeoise dans tous les domaines : économique, social, culturel et politique.

Notes

¹ Cette contribution reprend dans ses grandes lignes mon mémoire de licence sur *La genèse et les débuts du parti socialiste dans le Jura bernois (1864-1922)*, Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg (Suisse), 1969, 251 ff + annexes. Un condensé de ce travail a paru dans les *Actes de la Société jurassienne d'Emulation*, 72, 1969, pp. 149-198.

² Pour une plus ample information sur le contexte historique, cf. le chapitre «Le Jura bernois. Libéralisme et révolution industrielle», in *Nouvelle histoire du Jura*, Porrentruy, 1984, pp. 210-243.

³ *Le Travail à domicile dans l'horlogerie suisse et ses industries annexes*, Berne, 1912, p. 322.

⁴ L'historiographie concernant la première Internationale et la Fédération jurassienne est très abondante. Cf. la bibliographie de l'ouvrage le plus récent : Mario VUILLEUMIER, *Horlogers de l'anarchisme. Emergence d'un mouvement : la Fédération jurassienne*. Lausanne, 1988, pp. 313-320.

⁵ *La Première Internationale*. Recueil de documents publiés sous la direction de Jacques Freymond, t. II, Genève, 1962, p. 265.

⁶ Mario VUILLEUMIER, *op. cit.*, p. 300.

⁷ «Etudes sur les organisations professionnelles», in *L'Ouvrier horloger*, 13 septembre 1890 ss.

⁸ Sur l'histoire du syndicalisme horloger en Suisse, cf. Achille GROSPIERRE, *Histoire du syndicalisme ouvrier dans l'industrie horlogère*, Genève, 1933, 169 p. En ce qui concerne le Jura, cf. nos deux articles dans *La Lutte syndicale*, 1er juin 1988, Numéro 22, Spécial centenaire, pp. 12-13. Deux régions ont fait l'objet de recherches particulières; cf. les monographies de Gérard DUBOIS, *Le début du syndicalisme aux Franches-Montagnes (1886-1915)*, mémoire d'histoire économique, Genève, 1984, 193 p. et *Cent ans de syndicalisme horloger dans les Franches-Montagnes (1886-1986)*, Saignelégier, 1986, ainsi que François KOHLER, *L'histoire du syndicalisme dans l'horlogerie et la métallurgie de la vallée de Delémont. La section FTMH de Delémont et environs (de 1887 à nos jours)*, Delémont, 1987, 264 p.

⁹ Cité par Achille GROSPIERRE, *op. cit.*, p. 158.

¹⁰ *Parti et syndicat*, 1910, pp. 13 et 15.

¹¹ Même au sein de la Fédération jurassienne, qui professait le principe de l'abstention politique, on trouve des partisans de la lutte parlementaire aux côtés des radicaux progressistes. La section de Moutier provoqua une polémique en soutenant aux élections fédérales de 1872 le procureur Jules Frossard, de Delémont, candidat de la Société de la Jeunesse libérale du Jura, un «social-démocrate» et membre de l'Internationale.

¹² *Le Grutlén*, 3 octobre 1890.

¹³ Pour plus de détails, cf. François KOHLER, «*Le Socialiste*, premier organe du parti socialiste en Suisse romande (1891-1892)», in *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XV, 1977, N° 42, pp. 27-57.

¹⁴ Cf. Robert Walter AEMMER, *Die Sozialdemokratie im Kanton Bern 1890-1914*, Zurich, 1973, p. 12.

¹⁵ Auguste SPICHIGER, *Le parti pettavelliste*, Lausanne, 1913, 55 p.

¹⁶ Cf. François KOHLER, «La Grève générale dans le Jura», in Marc VUILLEUMIER (e.a.), *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, 1977, pp. 61-78.